



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

MARCHÉS PUBLICS

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Marché 2024-010
Marché public de fournitures courantes et services

Emission de cartes cadeaux

Code CPV : 30163000

Mise en ligne le 21 mai 2024

Date et heure de remise des offres : Vendredi 28 juin 2024 à 10h00

Sommaire

Article 1	Objet de la consultation – Durée
Article 2	Procédure de passation – Allotissement – Variantes à l’initiative du soumissionnaire et variantes à l’initiative de l’acheteur
Article 3	Dossier de consultation
Article 4	Documents à fournir par les soumissionnaires
Article 5	Dépôts des soumissions
Article 6	Critères de jugement des offres
Article 7	Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l’introduction des recours
Article 8	Renseignements complémentaires
Annexe 1	Fiche de renseignements développement durable

Article 1 – Objet de la consultation – Durée

Le présent marché porte sur la fourniture et la livraison de cartes cadeaux destinées aux agents du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais (CdG62).
A ce jour, 126 agents sont concernés.

La valeur faciale des cartes cadeaux est de 100€, 120€ et 140€ et est définie par l'indice brut de l'agent.

Le nombre de bénéficiaires ainsi que la valeur faciale ou le volume de cartes délivrées sont susceptibles d'évoluer pendant l'exécution du marché.

Les cartes sont nominatives et porteront le logo du CdG62.

La période d'émission des bons de commande est fixée à **trois ans à compter du 1^{er} octobre 2024**.

Article 2 – Procédure de passation – Allotissement – Variantes à l'initiative du soumissionnaire et variantes à l'initiative de l'acheteur

Le présent marché est passé sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande selon une procédure adaptée, conformément aux articles R2123-4 à R2123-6, R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du Code de la Commande Publique.

Les variantes ne seront pas autorisées au titre du présent marché.

Les prestations feront l'objet de bons de commande notifiés au fur et à mesure des besoins jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Code CPV : 30163000 « Cartes accréditives ».

Le présent marché n'est pas alloti (les motifs de cette décision sont apportés dans les documents de la consultation conformément à l'article L2113-11 du Code de la Commande Publique).

Article 3 – Dossier de consultation

Le dossier de consultation est remis gratuitement à chaque candidat par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais. Il est intégralement téléchargeable sur le profil acheteur du Centre de Gestion du Pas-de-Calais : <https://marchespublics596280.fr>

Il est constitué des pièces suivantes :

- Le Règlement de Consultation (R.C.)
- Le Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.)
- Le Détail Quantitatif Estimatif (D.Q.E.)
- Le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.)
- L'Acte d'Engagement (A.E.)

Article 4 – Documents à fournir par les soumissionnaires

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Elles seront exprimées en euros.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

Chaque candidat doit produire les renseignements sur sa situation propre conformément aux articles R2143-11 et R2143-12 du Code de la Commande Publique.

Les candidats peuvent, s'ils le souhaitent, utiliser les documents DC1 et DC2 disponibles sur le site : www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat

I - Le candidat produira à l'appui de sa candidature :

1° Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles 45 et 48 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

2° Les renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat conformément à l'article R2143-3 du Code de la Commande Publique.

II - Un opérateur économique peut avoir recours aux capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui l'unissent à ces opérateurs. L'acheteur peut exiger que les opérateurs économiques concernés soient solidairement responsables dans la mesure où cela est nécessaire à la bonne exécution du marché public. Dans ce cas, l'acheteur justifie cette exigence dans les documents de la consultation.

III- Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché public.

IV.- L'acheteur peut exiger que les candidats joignent une traduction en français aux éléments rédigés dans une autre langue qu'ils remettent en application du présent article.

NOTA : Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le Centre de Gestion peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 10 jours. Les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature, en seront informés dans le même délai.

Pour les pièces concernant l'offre :

Un projet de marché comprenant :

- L'Acte d'Engagement (A.E.) : à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaire du contrat.
- Le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.) daté et signé.
- Un mémoire technique précisant :
 - La liste des établissements acceptant les cartes cadeaux dans le département du Pas-de-Calais.
 - La procédure d'enregistrement des commandes.
 - Le mode de livraison proposé.
- Le règlement de consultation ci-joint daté et signé à accepter sans modification.

Les candidats peuvent fournir le Document Unique de Marché Européen (DUME), complété, daté et signé, en lieu et place des formulaires DC1 et DC2. Il devra être rédigé en français et accompagné des pièces justificatives de capacités énumérées précédemment.

Article 5 – Dépôt des soumissions

Toute modification du dossier de consultation fait l'objet d'un envoi automatique de message électronique à l'adresse e-mail qui a été indiquée lors du téléchargement du dossier. Il est donc nécessaire de vérifier très régulièrement les messages reçus sur cette adresse.

La responsabilité de l'acheteur public ne saurait être recherchée **si le candidat a communiqué une adresse erronée ou s'il n'a pas consulté ses messages en temps et en heure.**

Conformément à l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, les opérateurs économiques qui transmettent les documents du marché par voie électronique ou support physique électronique doivent le signer électroniquement en présentant un certificat de signature électronique. Ce certificat doit être délivré par une autorité de certification accréditée et permettre de faire le lien entre une personne physique et le document signé électroniquement.

Les catégories de certificats de signature reconnues par la plateforme sont celles qui sont reconnues par le référentiel intersectoriel de sécurité et par la liste publiée à l'adresse suivante : <https://www.entreprises.gouv.fr/numerique/certificats-signature-electronique>

Il est recommandé aux candidats de ne pas transmettre leur offre tardivement et de s'être assurés par un test préalable qu'ils maîtrisent bien le mode de fonctionnement de la plateforme.

Pour chaque document sur lesquels une signature est exigée, la signature doit émaner d'une personne habilitée à engager le candidat. Cette personne est soit le représentant légal du candidat, soit toute autre personne bénéficiant d'une délégation de pouvoir ou de signature établie par le représentant légal du candidat.

Il est recommandé aux candidats de respecter les recommandations suivantes :

- les formats des fichiers envoyés ne pourront être que : .doc / .rtf / .pdf / .xls.
- ne pas utiliser certains formats, notamment les « exe », les formats vidéo.
- ne pas utiliser certains outils, notamment les « macros ».
- faire en sorte que l'offre ne soit pas trop volumineuse.
- tous les fichiers envoyés devront être traités préalablement à l'anti-virus.

Les candidatures ou les offres contenant des virus seront réputées n'avoir jamais été reçues et les candidats en sont informés dans les plus brefs délais.

Le candidat retenu, s'il a transmis ses dossiers par voie électronique, sera tenu d'accepter la signature manuscrite d'un marché papier.

Article 6 – Critères de jugement des offres

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Libellé	%
1-Prix des prestations	50
2-Valeur technique de l'offre	40
2.1 Accompagnement dans la gestion et la prise en charge des commandes	10
2.2 Modalités, suivi et délai des livraisons	30
3-Démarche de développement durable (annexe 1)	10

Article 7 – Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction des recours

En cas de litige, les parties font élection de domicile à Bruay-la-Buissière.

**Le Tribunal Administratif de Lille,
5 rue Geoffroy Saint-Hilaire – CS 62039
59014 LILLE Cedex**

Article 8 – Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leurs seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir, au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres, une demande « **obligatoirement** » **par le biais de la plateforme de dématérialisation.**

Toute demande de renseignement par téléphone ou par mail ne sera pas acceptée.

Une réponse sera alors adressée, **par le biais de la plateforme**, à toutes les entreprises ayant téléchargé le dossier, au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres.

Une négociation avec les candidats pourra être envisagée par le Centre de Gestion après l'analyse des offres.

Les modalités précises de cette négociation seront communiquées aux candidats ayant remis une offre.

Une audition de tout ou partie des candidats pourra également être envisagée par le Centre de Gestion après l'analyse des offres.

Accepté par le soumissionnaire

à.....,

Le.....

Soussigné,

Le Président du CDG 62

à Bruay-la-Buissière,

Le.....

Le Président,

Joël DUQUENOY.

(paraphe de la totalité des pages et signature du contractant avec mention manuscrite « lu et approuvé » et cachet de la société)

Annexe 1 : Fiche de renseignements développement durable

Fiche de renseignements développement durable Marché Titres-restaurant

L'attention des candidats est attirée sur le fait que seules les informations indiquées très précisément dans la fiche de renseignements Développement Durable seront prises en compte et analysées. **Toutes les informations disséminées dans tous les autres documents remis par le candidat au titre de sa candidature ou de son offre et non reprises dans la fiche de renseignements ne seront pas étudiées.**

Certifications

Avez-vous entrepris une démarche de certification ou d'évaluation de vos responsabilités sociétales ?

Labels certificats		Oui	Non
Démarche Qualité	<input type="checkbox"/> ISO 900... <input type="checkbox"/> AFAQ Global <input type="checkbox"/> perf. <input type="checkbox"/> QSE	Date d'obtention :	<input type="checkbox"/> Démarche engagée <input type="checkbox"/> Démarche envisagée <input type="checkbox"/> Ne nous concerne pas
Démarche Santé, hygiène, sécurité	<input type="checkbox"/> ILO-OSH <input type="checkbox"/> OHSAS 18001	Date d'obtention :	<input type="checkbox"/> Démarche engagée <input type="checkbox"/> Démarche envisagée <input type="checkbox"/> Ne nous concerne pas
Système de Management Environnemental	<input type="checkbox"/> ISO 14001 <input type="checkbox"/> NF <input type="checkbox"/> Environnement NF ouvrages HQE Ecolabel	Date d'obtention :	<input type="checkbox"/> Démarche engagée <input type="checkbox"/> Démarche envisagée <input type="checkbox"/> Ne nous concerne pas
Engagement solidaire	<input type="checkbox"/> Norme SA 8000 <input type="checkbox"/> Label Equité <input type="checkbox"/> Label Diversité <input type="checkbox"/> Label Egalité prof.	Date d'obtention :	<input type="checkbox"/> Démarche engagée <input type="checkbox"/> Démarche envisagée <input type="checkbox"/> Ne nous concerne pas
Démarche Développement Durable	<input type="checkbox"/> AFAQ 1000NR <input type="checkbox"/> 1 2 3 <input type="checkbox"/> Environnem. ISO 26000	Date d'obtention :	<input type="checkbox"/> Démarche engagée <input type="checkbox"/> Démarche envisagée <input type="checkbox"/> Ne nous concerne pas
Autres :			

Engagement éco-responsable

- Avez-vous mis en place au sein de votre entreprise une charte ou code « des bons gestes au quotidien »

☐ Oui

☐ Non

dans l'affirmative bien vouloir fournir un justificatif

(par exemple : diminuer les emballages, limiter les impressions, utiliser du papier recyclé, économiser l'électricité, ...)

- Avez-vous mis en place une collecte sélective de tri et de valorisation des produits ou fournitures divers ?

☐ Oui

☐ Non

dans l'affirmative bien vouloir fournir un justificatif

- Avez-vous instauré des moyens de réduire vos consommations et émissions de gaz à effet de serre ?

☐ Oui

☐ Non

dans l'affirmative bien vouloir fournir un justificatif

(par exemple : favoriser le co-voiturage, les transports collectifs,

Ethique d'entreprise

- Avez-vous une action sociale en faisant travailler des personnes en situation précaire ?

✓ Demandeurs d'emploi de longue durée : ☐ oui ☐ non

✓ Bénéficiaires du revenu de solidarité active : ☐ oui ☐ non

✓ Personnes reconnues travailleurs handicapés : ☐ oui ☐ non

✓ Jeunes de moins de 26 ans rencontrant des difficultés particulières d'insertion :

☐ oui

☐ non

- Participez-vous à un collectif d'éthique agissant en faveur du respect des droits fondamentaux de l'homme et des enfants (par exemple : contre le travail forcé, contre l'exploitation des enfants, pour le respect de la liberté d'organisation syndicale ou droit de négociation, contre la discrimination, pour le respect des règles de santé, d'hygiène et de sécurité au travail) ?

dans l'affirmative, lesquelles :

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Investissements

- Mise en place d'installations visant à offrir aux salariés un cadre de travail acceptable et motivant ou à améliorer la performance économique de leurs activités : ☐ oui ☐ non

dans l'affirmative, lesquelles :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

- Mise en place d'installations visant à économiser nos ressources naturelles ou nos matières premières

(ex : économie d'eau, recyclage d'air, réduction des émissions des gaz, réduction et/ou recyclage des déchets, entretien des machines, etc ...) : ☐ oui ☐ non

dans l'affirmative, lesquelles :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Vos produits respectueux de l'homme et de son environnement

- Les produits que vous commercialisez sont :

✓ plus exigeants que l'écolabel européen
☐ oui ☐ non



✓ conformes au cahier des charges de l'écolabel européen
☐ oui ☐ non

✓ conformes au cahier des charges d'un label type FSC, PEFC, Energy Star, NF-Environnement, ...



☐ oui



☐ non



dans l'affirmative, préciser :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

- La provenance des fournitures :

.....

.....

.....

Le prestataire,

A,....., le2024

Nom de la Société.....

(cachet, signature)